

Le préfet Bernard Fragneau jette l'éponge !

POLEMIQUE Désavoué par le président de la République dans l'affaire Najlae Lhimer, le préfet de la région Centre a demandé à être relevé de ses fonctions. Un départ annoncé qui suscite de nombreuses réactions.

Coup de théâtre ! Le préfet de la région Centre, Bernard Fragneau, a écrit au ministère de l'Intérieur pour demander à «être relevé de ses fonctions», a-t-on appris dimanche 28 mars dans le JDD, estimant en substance «qu'il ne peut plus exercer ses fonctions dans le Loiret». Ce courrier intervient à la suite de «l'affaire» Najlae Lhimer, cette lycéenne marocaine d'Olivet qui, après avoir déposé plainte pour violences à Château-Renard, avait été expulsée vers le Maroc car sans-papiers. Bernard Fragneau avait cautionné et était sorti de son devoir de réserve, le 2 mars, pour dénoncer «une polémique soigneusement organisée» en échos à la forte mobilisation. Et, six jours plus tard, Nicolas Sarkozy allait autoriser la jeune femme à revenir en France pour poursuivre ses études.

Depuis dimanche 28 mars, les services de la préfecture ne font aucun commentaire, de même que le cabinet du ministre de l'Intérieur. Mais cette décision, extrêmement rare dans le corps préfectoral, suscite des réactions. Et elle ne surprend pas tout le monde... «Il part avec panache, connaissant le personnage ça ne m'étonne pas», témoigne Charles-Eric Lemaignen, président (UMP) de l'Agglo. «Il n'avait pas un rôle simple, il a considéré qu'on l'avait mis en position compliquée, or il a un sens très fort de l'Etat... C'est dommage, je m'entendais très bien avec lui.» Éric Doligé, sénateur et président (UMP) du Conseil général du Loiret souligne une décision «forte et courageuse» : «Je le regretterai car il était efficace et attentif, mais je comprends sa décision, il a considéré qu'il n'aurait plus l'autorité suffisante à partir du moment où il était désavoué.»

Un préfet atypique, détonnant dans le paysage,

salué pour son humour et ses déclarations mordantes, mais aussi un haut fonctionnaire aux décisions contestées et aux relations en dents de scie avec la presse : «Je considère que depuis un an et demi, nous avons une préfecture très dure en matière d'expulsions. C'est une sortie théâtrale alors qu'il a pris des décisions pas très logiques et pas très humaines. Je ne le regretterai pas !», indique Jean-Philippe Grand, conseiller municipal et régional (Verts). Pour Ségolène Petit, militante de RESF dans le Loiret, ce départ annoncé illustre «une politique hypocrite qui impose des objectifs chiffrés aux préfets alors que la population se mobilise et que le président fait marche arrière...» Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, souhaite désormais «qu'on tire les conséquences de ce qui s'est passé et qu'avant d'expulser, on étudie bien les situations».

Alors qu'un, ou une nouvelle, préfet pourrait être nommé dès mercredi 31 mars (nous ne connaissons pas son nom à l'heure où nous bouclons ses pages) par le conseil des ministres, Franck Supplisson, directeur adjoint du ministre de l'Immigration Eric Besson, rappelle que le préfet «a appliqué la loi dans l'affaire Najlae, le président a souhaité faire un geste humanitaire lors de la journée de la femme, je n'ai pas le sentiment que ce soit un désaveu, c'est un choix personnel.» Bernard Fragneau, énarque de 58 ans, préfet depuis 1996, avait pris ses fonctions à Orléans le 3 novembre 2008, après avoir occupé des fonctions identiques dans la Vienne et le Poitou-Charente. Si son départ venait à être officialisé, il pourrait se retrouver sans fonction. Le cas échéant, il conserverait son grade préfectoral.

CHARLES CENTOFANTI



Bernard Fragneau, préfet de la région Centre, n'a pas digéré d'être désavoué.

EN BREF

François Bonneau installé à la présidence de la Région

Le PS joue la sécurité et l'expérience, l'UMP table sur la stabilité et la fidélité dans l'engagement autour de Hervé Novelli ; le vrai renouvellement vient des écologistes... Et surtout, ce sont les élus d'Indre-et-Loire qui occupent les places les plus stratégiques autour du président François Bonneau. Tel est le visage du nouveau conseil régional de la Région Centre. Sécurité et expérience au PS. Sans surprise, François Bonneau a retrouvé son fauteuil de président. Jean Germain, maire de Tours, garde son poste de 1er vice-président en charge des finances. Marie-Madeleine Mialot, conserve son siège de 2^{ème} vice-présidente en charge de l'économie. A noter la présence d'Isabelle Gaudron, PS adjointe au maire d'Amboise au poste de 4^{ème} vice-présidente en charge de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Bref, que des têtes connues. La nouveauté est l'arrivée de la fleurysoise Carole Canette, vice-présidente en charge de la culture et de la créativité numérique... Enfin une élue du Loiret ! Il est significatif de noter que l'on trouve 4 élus d'Indre-et-Loire aux sièges des 5 premières vice-présidences : en n°3, l'écologiste Gilles Deguet chargé de l'énergie et de l'agenda 21 et en n°5, le communiste de St-Pierre-des-Corps, Jean-Michel Bodin... Dans cet exécutif, il revient aux écologistes d'apporter un peu de sang neuf avec Pascale Rossler, du Loiret, ou Chantal Rebout, en charge de l'éducation et des lycées. Du côté de l'UMP, comme convenu, Hervé Novelli a annoncé qu'il siègerait et qu'il serait à la tête d'une opposition constructive et vigilante, mais le secrétaire d'État au Commerce a du pain sur la planche. De quoi permettre à un autre élu du Loiret, Charles-Eric Lemaignen, de conserver un rôle central au sein du groupe d'opposition de l'UMP.